

JOURNAL

du 66^e

CONGRES

INTERVENTION DE MARC GAJER - Secrétaire National à l'organisation.

UN GRAND PROJET POUR LES ETUDIANTS.

A l'évidence, nous sommes en train de vivre de grands moments. Le Congrès de Reims fera date pour l'UNEF, pour les étudiants. Il peut changer le visage de nos Universités. Tant dans sa préparation dans les comités et les A.G.E., que dans le nombre d'adhérents qu'il a concernés et passionnés.

Ce Congrès, c'est du jamais vu à l'UNEF Ce que nous affirmons dans ce débat et sur la base de notre activité quotidienne, c'est que nous voulons aller plus loin, porter plus haut encore les acquis que nous avons chacun contribué à obtenir. C'est nous donner d'autres perspectives, gagner encore plus pour réaliser notre vie de jeune et d'étudiant.

CE QUI DOMINE, C'EST QUE NOUS AVONS DES EXIGENCES COMMUNES.

Ce qui a toujours marqué les étudiants et ce qui les marque encore aujourd'hui c'est la diversité.

Diversité dans leurs origines sociales, tout d'abord renforcée par la croissance du nombre des étudiants depuis vingt ans.

Diversité dans leurs rapports avec l'Université, dans la façon dont ils les vivent tous les jours. On ne peut avoir la même vie quand on travaille plusieurs heures par semaine et quand on n'a pas l'obligation de se salarier. On n'a pas la même vision de l'avenir quand on vient du Nord ou de la région parisienne.

Diversité de même dans leurs études,

Diversité dans leurs aspirations, et c'est normal car chacun a une vision personnelle de son avenir, parce que chacun a une personnalité différente.

Enfin diversité dans la façon d'appréhender les réalités de la vie universitaire, de réagir devant les difficultés. Cela aussi c'est normal car nous ne pensons pas tous de la même manière, parce que nous avons des opinions et des conceptions différentes de l'Université et du monde en général.

Mais les étudiants ont des exigences et des sentiments plus forts que ce qui les sépare.

Leurs études tout d'abord, comment pouvoir vivre sur les campus, dans les T.D. sans voir cette volonté commune d'étudier sinon que dire de ces étudiants salariés, qui après une journée de travail se rendent dans les salles de cours. Que dire de ses bibliothèques comblées à l'approche des examens ?

Où les étudiants ont envie d'étudier ! il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas en être persuadé !

(suite page 11)

Après les incidents de cette après-midi, le Congrès souhaitant qu'ils ne donnent pas lieu à une exploitation a adopté la motion suivante :

"Le Congrès condamne fermement les violences qui ont eu lieu contre un délégué du Congrès. Il réaffirme son attachement à la vie démocratique du syndicat."

INTERVENTION E GUALLINO Emmanuel
DE U.P.A. MARSEILLE

A LA COMMISSION DES ELUS

Les élus en ARCHITECTURES locaux ou nationaux ne sont pas des "MARGINAUX" du Syndicat ; il faut qu'ils participent pleinement à l'activité de notre syndicat. Nos efforts jusqu'à maintenant n'ont pas été suffisants, la tentation corporatiste est grande pour les étudiants en "archi" les élus ne fournissent pas toujours leurs informations aux A.G.E. et aussi, il faut bien le reconnaître, le Bureau National et surtout les A.G.E. n'ont pas pris suffisamment en compte le secteur ARCHI et le manque d'informations et de coordination rend le rôle des élus plus difficile.

La réforme d'ORNANO, tous les étudiants en ont entendu parler lors de nos luttes et ils en connaissent les grandes lignes ; Numerus Clausus, austérité... mais c'est aussi sur les U.P.A. la suppression de la parité des commissions des programmes (acquis de 68) en y interdisant les étudiants, un tiers de personnalités "extérieures", nommées par le ministre du Conseil d'Administration, un directeur du C.A. nommée et non plus élus... etc

Les élus du Conseil Supérieur de l'enseignement de l'architecture (C.S.E.A.), se heurtent encore plus à l'autoritarisme du ministère des affaires culturelles ; refus de réunion ! Manoeuvres illégales ! En réunissant une soit-disant commission nationale des programmes, commission qui doit être formée de membres du C.S.E.A. élus à cet effet lors de sa première réunion et le C.S.E.A. n'a pas été réuni depuis son élection en décembre 79, le ministère ne publie plus (contre son engagement à chaque réunion) de comptes-rendus depuis 78 ! La raison ? Manque de temps des secrétaires du ministère nous répond-on ... etc

Le B.L.E. doit permettre de meilleures relations entre les élus d'archi, mais aussi et surtout avec les A.G.E., mais il faut aussi que grâce à l'impulsion du B.N. les élus nationaux d'archi aient des rapports réguliers entre eux et inter-syndical, que le secteur d'archi soit une préoccupation plus constante pour le B.N. et SURTOUT LES A.G.E.



CONTRIBUTION A LA COMMISSION ARCHITECTURE
DES DELEGUES DES U.P. DE MARSEILLE ET DE
SAINT-ETIENNE

Les étudiants en Architecture vivent les mêmes difficultés que nous avons largement discutées lors de notre 66ème Congrès. Pourtant d'autres difficultés viennent renforcer ces dernières. En effet :

- les U.P. d'archi ne sont pas rattachées aux universités. On fait tout pour isoler les étudiants en architecture et empêcher qu'ils se sentent des étudiants à part entière, favorisant le mythe de l'artiste ;

- les U.P. d'archi sont généralement isolées du reste du campus ;

- le nombre et le taux des bourses est inférieur à celui des universités ;

- on institutionne la concurrencialité entre les U.P. par un enseignement faussement individualisé, par l'absence de tronc commun, interdisant le transfert des étudiants d'une U.P. à l'autre et défavorisant les étudiants dont l'U.P. est transférée ;

- la réforme d'ORNANO instituée contre l'avis de toutes les instances concernées : le numerus clausus, la dévalorisation de l'enseignement, la non-participation des étudiants aux décisions.

Faire ce constat contre l'agression de nos études, c'est déjà un élément positif. Mais combien insuffisant.

Il nous faut tenir compte de la particularité des étudiants en architecture, la mobilisation sur les points propres à toute l'université étant très difficile, voire impossible.

Aussi, le nouveau projet du 66ème Congrès de l'UNEF nous permettra de faire participer les étudiants à leurs problèmes propres et communs : les problèmes de pédagogie à l'intérieur des U.P. En effet alors que la crise actuelle de l'enseignement de l'architecture, porte "spontanément" les étudiants à se regrouper dans le corporatisme, la déqualification, et l'individualisation de leurs problèmes ; Nous devons, avec les étudiants, participer à la pédagogie, à la vie des U.P., de manière à envisager le caractère général de nos problèmes.

INTERVENTION RENOUX Nicolas - GRENOBLE -

Pourquoi la tenue des J.O. à une importance pour les étudiants de France et, en particulier, ceux en formation dans les U.E.R. - E.P.S. ?

- Depuis 1975 les U.E.R.-E.P.S. sont intégrées à l'université ; malheureusement cette intégration n'est pas complète. En effet, depuis trois ans le ministère Jeunesse et Sports et le Ministère des universités refusent l'habilitation de la maîtrise nationale en APS, de même que la création de 3ème cycles et l'accès à la recherche.

- Ceci est grave car une intégration complète permettrait l'ouverture de débouchés nouveaux pour les étudiants en E.P.S., des aspirations grandissantes à la pratique des APS, se faisant jour pour les jeunes, à l'école mais aussi pour les travailleurs.

- Ceci est grave et révèle la volonté de cantonner les APS dans un état de "sous-culture" et c'est nier là, l'évidence que le sport est un élément essentiel du développement de l'homme, de la culture.

Il est un secteur de la pratique des APS qui joue un rôle prépondérant dans le processus du développement de l'homme. Il s'agit de la haute performance et de la compétition (les J.O. notamment)

En effet, c'est là que s'expriment des pouvoirs d'agir, des savoirs-faire nouveaux. C'est un des lieux essentiels de la CREATION.

La compétition, dont les J.O. jouent un rôle particulier de part la confrontation pacifique, dans l'amitié de la jeunesse et des étudiants du monde entier, elle assure l'unité de tous par la diversité de chacun.

Dans cette confrontation, les jeunes de notre pays doivent prendre toute leur place et je dénonce la tentative de Soisson de faire porter la responsabilité de la situation catastrophique du sport Français sur les sportifs en le traitant de "Gogosses".

Non il en est le seul responsable notamment :

- en refusant une maîtrise et une recherche qui permettraient la formation de cadres sportifs et d'entraîneurs de hauts-niveaux ;

- en refusant l'intégration universitaire de APS en les empêchant donc de participer à l'essor culturel de notre pays, dans lequel l'université a un rôle essentiel à jouer.

C'est pourquoi le boycott des J.O. permettrait, encore plus, de conforter le gouvernement français dans cette politique de démantèlement des APS.

Le boycott des J.O. serait un coup sans précédent porté au sport de haute performance, bien sûr, mais aussi à l'ensemble des APS.

C'est pourquoi, je demande au Congrès de prendre position pour la tenue des J.O. et la participation des athlètes français (qui d'ailleurs se sont prononcés pour y aller, c'est important et nouveau !)

INTERVENTION LIOGER Claude - ST ETIENNE

Tout est fait pour que les étudiants abandonnent, ils ont d'énormes problèmes. Se syndiquer c'est se rassembler pour résoudre ces problèmes.

Un exemple est celui du Restau. U. de ST ETIENNE, il y avait deux attitudes :
- abandonner
- s'organiser

Nous avons choisi la deuxième solution... et nous avons gagné 160 millions pour la construction.

S'il y a eu mobilisation, ce n'est pas en faisant de grands discours mais bien en exposant la situation aux étudiants et en leur donnant la possibilité de s'organiser pour défendre uns de leurs vœux : manger régulièrement et pas cher.

Une des choses qui compte à ST ETIENNE est que un étudiant sur cinq est à l'UNEF, cela nous donne une possibilité de lutter et de gagner, de l'amendement Ruffenacht aux décrets racistes en passant par beaucoup de problèmes UER par UER.

Cela pour dire que la syndicalisation, le renforcement de l'UNEF est quelque chose d'important pour aller plus loin. Actuellement nous avons des limites et l'orientation proposée nous donne les moyens de les dépasser.

Il faut que la solidarité étudiante ne reste pas un vain mot. Pour cela, je pense qu'il faut se renforcer et se structurer grâce aux groupes d'études., en gagnant des locaux et en gagnant des droits nouveaux.

INTERVENTION de Catherine DESTON
PARIS XIII

Je me sens bien dans l'UNEF au 86è
Congrès.

Dans ma fac, SAUNIER a réussi, la
solidarité, l'entraide disparaissent entre
les étudiants.

Dans ces conditions le problème est
de faire que les étudiants luttent pour
se refaire une vie vivable, qu'ils repren-
nent la place à laquelle ils ont droit.

Quand on décide de recréer une nou-
velle solidarité étudiante. On met vrai-
ment le doigt sur un problème important.

On se donne un outil, il faut s'y
mettre. C'est pas facile mais la lutte
n'est jamais facile.

Le groupe d'étude, c'est le lieu où
l'on a le privilège de se battre pour
être un étudiant à part entière, qui étudie
où l'on n'a pas peur de l'avenir car il y
travaille

■ INTERVENTION DE LA G.U.P.S. (Union Généra-
le des Etudiants Palestiniens)

Le peuple palestinien vit des condi-
tions difficiles sous l'occupation israë-
lienne.

Cela aggrave les difficultés à étudier
à poursuivre des études pour les étudiants
en Palestine occupée.

Cela encourage la répartition des
étudiants palestiniens dans le monde et
donc en France.

Les étudiants palestiniens vivent les
mêmes problèmes que tous les autres étu-
diants en France. Cependant ils ont des
problèmes particuliers et pas des moindres:

- difficultés à obtenir une carte de séjour
parce qu'ils n'ont comme pièce d'identité
qu'une carte de réfugié,
- difficultés parce qu'ils ne disposent ni
d'aide sociale (bourse, cité-U) ni de
sécurité sociale à cause de leur statut.

De plus ils sont victimes des décrets
et des lois xénophobes qui frappent tous les
étudiants étrangers.

Le délégué de la GUPS explique alors
l'injustice dont est victime NABIL HAJJAN,
étudiant brillant en DEA à Lille qui est
menacé d'expulsion en juillet 80 sans expli-
cation réelle.

La solidarité s'est alors développée,
elle doit se poursuivre d'autant plus que
NABIL est atteint d'un cancer.

Il conclut son intervention par un
appel à la solidarité avec NABIL, à la soli-
darité contre les décrets xénophobes.

ORGANISATIONS FRANCAISES PRÉSENTÉES
AU CONGRÈS.

- | | |
|-----------------------------|------------------------------|
| SNESup | - Pierre DUHARCOURT |
| C.G.T. | - Jeanine MAREST |
| U.G.I.C.T. | - André JEAGLE |
| S.N.E.P. | - Jacques DUMONTAUX |
| F.E.N. | - Gisèle DESIEUX |
| S.N.T.R.S. | - Roger TARANTOLA |
| C.P. L.E.P. | - Pascal DELMOTTE |
| U.G.E. | - Eruno LALANDE |
| J.O.C. | - Ionnel LIEGEOIS |
| J.O.C.F. | - Marie-Christine CHANIER |
| J.E.C. | - Le Secrétaire Général |
| S.N.E.S. | - Gérard ASCHIEREI |
| CCJ - C.G.T. | - Philippe GIKIO |
| U.E.C. | - Patrick DAUVIN |
| M.J.S. | - Didier LALLEMENT |
| M.J.C.F. | - Josiane VOYANT |
| Ligue des Droits de l'Homme | - J.P. CHATEAU |
| M.N.E.F. | - Emmanuel de PONCIN |
| S.A.F. | - Christine SIGAUT-CORNEVAUX |
| F.N.S.E.A. | - |
| S.G.E.N. CFDT | - |
| SNPESB - CGT | - Raymond VIROT |

COMMUNIQUE DE BORDEAUX

Nous tenons à dénoncer l'homicide qui va être commis à notre rencontre par l'ensemble du Congrès. En effet celui-ci va nous obliger à consommer les soixante douzaines d'huitres et les quarante litres de vin que nous avons amenés et que nous n'allons pas pouvoir redescendre à BORDEAUX



DANS LA DELEGATION DE GRENOBLE

" Solidarité avec les viticulteurs "

ET BIEN SUR
CE SOIR
ON FÊTE
LE

JoJo s'excuse

En participant à la Commission technique, elle n'a pas pu loger dans de bonnes conditions TOULOUSE et POITIERS.

A SAVOIR

TOULOUSE va tirer des photos sur le CONGRÈS, sur les délégués. On peut les contacter pour avoir un catalogue pour 30 Frs (je crois)



CONGRÈS

LE BUREAU NATIONAL accepte (ainsi que le comité de rédac)

TOUS LES CADEAUX

EN FINAL N'oubliez pas les STANDS IL RESTE DU MATERIEL POUR UNE PARTIE DE LA NUIT ET POUR L'HABILLEMENT DE L'ANNEE....

Le Comité de Rédac. et sa verve subtile vous salue, à l'année prochaine peut-être.....

INTERVENTION Marianne ULOSA

PARIS IV - SORBONNE

PARIS IV SORBONNE, c'est 13 centres dispersés dans PARIS, une université d'élite dont on dit qu'elle est le "haut lieu de la culture".

Pour les étudiants de P.IV la réalité est toute autre. Nos aspirations sont bafouées, notre désir d'étudier pas pris en compte, des enseignements sont supprimés. Les locaux sont sinistres mal adaptés. Aucun endroit où les étudiants pourraient se rencontrer, pas de foyers, pas de café.

PARIS IV, c'est l'individualisme, la règle de chacun pour soi. En CAPES-AGREG. de philo certaines pages de bouquin sont arrachées pour que les autres soient handicapés.

PARIS IV, c'est le bachotage, pas de véritable réflexion, un enseignement que l'on doit ingurgiter qui ne débouche sur aucune formation.

PARIS IV, c'est encore le paternalisme. On ne nous considère comme des êtres mineurs, non responsables et nos droits sont bafoués. L'administration organise les élections universitaires dans le plus grand secret faisant en sorte que nous ne puissions pas intervenir sur ce qui nous concerne.

Mais pourtant, malgré cette situation qui leur est faite, malgré leur isolement, les étudiants de P.IV prennent leurs affaires en main. En effet, à deux mois des examens et en période de vacances, en écartant les étudiants le Ministère de la culture a décidé de réquisitionner la moitié des locaux de l'UER de russe dans lesquelles se tiennent 87 heures de cours par semaine.

A l'appel de l'UNEF, les étudiants ont près en charge la lutte pour le maintien de leurs locaux et de leur enseignement. Ils ont refusé la grève proposée par l'AJS et ont entrepris une grande campagne d'information, s'organisent en différentes commissions élaborant des tracts, prévenant la presse nationale. Ils ont organisés une grande journée d'action, le 27 mars, auprès du ministère, organisant pendant les vacances de Pâques des groupes de révisions pour les examens dans la fac, ils assurèrent la permanence de l'action. Tout cela doublé d'une action financière assurant la poursuite et l'efficacité de l'action. Dans le même temps leurs aspirations grandissaient ainsi que la volonté de gagner de meilleures conditions d'études : bibliothèques, foyers...

Notre élue au Conseil a demandé la création d'une commission chargée de trouver des locaux adaptés. Mais le poids d'une seule élue ne permit pas d'imposer la participation étudiante à cette commission. Les étudiants ont compris la nécessité d'être plus largement représentés. Mais devant ce refus ils ne baissent pas les bras car ils savent que pour assurer un transfert des locaux dans de bonnes conditions, cela ne pouvait être fait sans la participation des étudiants à cette commission. Le rapport de force leur permit d'être reçu par Mr POLLI, Président de PARIS IV, qui fut contraint de les considérer comme interlocuteur majeur.

Oui, le projet de résolution du 66ème Congrès, la participation des étudiants, c'est le moyen de faire rentrer la démocratie à P.IV SORBONNE.



Menace pour Paris XIII

Le groupe communiste du conseil général de la Seine-Saint-Denis a demandé une audience au recteur de l'académie de Créteil. Les élus communistes de la Seine-Saint-Denis veulent protester contre une menace de réduction de subvention de l'ordre de 75 % pour le fonctionnement de l'université Paris XIII (Villetaneuse). Pour les élus communistes, une telle politique « passe par la disparition du potentiel économique de recherche de la région parisienne » *Le Quotidien* 25/4/78

UNIVERSITE

l'humanité

28/04

La solidarité au cœur du débat

Le Congrès de l'UNEF décide
de deux journées d'action
en faveur des étudiants étrangers

Envoyée spéciale : FLORENCE HAGUENAUER

REIMS. — Le 66^e Congrès de l'Union nationale des étudiants de France terminera ses travaux ce soir. Au cours de la journée, les congressistes procéderont à l'élection de leur direction nationale et se prononceront sur les textes d'orientation. A l'unanimité, le congrès a décidé hier de deux journées d'action les 6 et 7 mai pour la défense des étudiants étrangers. Samedi, Claude Lamblin, maire communiste de Reims, est venu apporter le salut de la municipalité aux assises de l'UNEF, qui se tenaient dans sa ville.

Tout au long du week-end, un large débat et des discussions en commissions ont permis d'approfondir le thème qui fut au cœur du congrès : comment développer une nouvelle solidarité étudiante. Deux aspects ont été largement développés : l'entraide, qui devrait permettre de rompre l'isolement dans lequel le gouvernement cherche à enfermer les étudiants (diverses interventions ont témoigné de la volonté de créer partout des maisons de l'étudiant) ; la nécessité pour l'UNEF et l'ensemble des étudiants de participer à la vie de l'université. Dans les conseils d'université, dans toutes les instances de décision, les étudiants, aux côtés des travailleurs et des enseignants, doivent pouvoir être partie prenante de leur vie et de leurs études.

Mais il était clair pour l'ensemble des délégués que créer cette nouvelle solidarité étudiante passait par un renforcement des luttes : lutte pour la défense des formations (certains secteurs comme les arts plastiques sont menacés de disparition) ; lutte contre la sélection, qui s'aggrave chaque année ; lutte pour que les examens ne soient pas transformés en concours et ne forcent pas à l'abandon un nombre croissant d'étudiants ; lutte pour la défense de leurs droits. Une journée d'action sur l'éducation physique et sportive (EPS) sera organisée prochainement.

Un moment fort du congrès a été la décision prise à l'unanimité d'une initiative nationale, les 6 et 7 mai, pour la défense des étudiants étrangers. Ils étaient présents à Reims ceux que les décrets Imbert ou les circulaires Bonnet veulent empêcher d'étudier en France, veulent expulser sans autre forme de procès. Marocains et Algériens, Turcs, Vietnamiens, ou Sénégalais, Libanais ou Iraniens, regroupés avec l'UNEF au sein du Comité de

défense des étudiants étrangers en France, ils ont témoigné des mesures racistes prises par le gouvernement à leur encontre.

Didier Seban, président de l'UNEF, a rappelé les luttes qui, depuis six mois, ont permis de faire reculer le pouvoir malgré les provocations et interventions policières qui se sont multipliées. Les deux journées d'action, de mobilisation et de manifestation des 6 et 7 mai doivent permettre de porter à un niveau national la lutte contre les discriminations qui frappent les étrangers et qui portent atteinte, par-delà eux, à toute l'université française.

Réunis en commissions par secteurs d'études lors de la journée de samedi, les délégués ont abordé les problèmes spécifiques à chaque secteur. Cela témoigne de la volonté de l'UNEF d'être présente au cœur des études pour permettre aux étudiants de mieux se défendre et lutter. Le mot d'ordre : « Pour l'UNEF, changer l'UNEF », n'est pas un projet vague. Le syndicat des étudiants cherche à devenir une très large organisation de masse, où chacun aurait sa place, à être plus près des préoccupations des étudiants et être mieux encore le syndicat de ceux qui veulent organiser leur vie et leurs études. L'UNEF ne veut ni se substituer aux étudiants, ni être leur guide ; elle veut donner à chacun les moyens de prendre sa place à l'université.

Janine Marest, secrétaire confédérale de la CGT, qui apportait, en même temps que beaucoup d'autres organisations, son salut au congrès, a souligné la convergence des luttes dans beaucoup de domaines entre étudiants et travailleurs. Elle a dit combien la préoccupation de l'UNEF de rassembler la masse des étudiants était essentielle aux yeux de la CGT.

Grèves à l'Éducation nationale Au tour des non-enseignants



Les manifestants défilant rue Saint-Antoine.

Opération « écoles désertes dans toute la France à l'appel de la Fédération des parents d'élèves Cornec. Agitation et bagarres entre étudiants et CRS sur les campus universitaires de Caen et de Grenoble. Ça bouge dans l'enseignement où l'approche du mois de mai éveille chez certains des velléités soixante-huitardes.

Samedi à l'occasion de la journée « écoles désertes » défilés et manifestations se sont succédés, notamment à Paris où deux mille personnes parents et enseignants ont défilé dans la matinée de la Bastille à l'Hôtel-de-Ville.

Selon la fédération Cornec cette journée a été un « plein succès » puisque plus de 80 % des élèves ne se sont pas présentés dans les établissements publics ce jour-là. La fédération Cornec avait organisé cette journée « pour obtenir des moyens budgétaires supplémentaires afin d'assurer

la rentrée 1980, éviter fermetures de classes et suppressions de postes, et améliorer les conditions de vie et de travail des enfants comme des personnels d'encadrement. »

Aujourd'hui et demain ce sera au tour des « non-enseignants », les deux cent mille « oubliés » de l'Éducation nationale : personnel de gestion ou d'administration, infirmières, assistantes sociales, agents des services d'entretiens, etc., d'occuper le devant de la scène, à l'occasion d'une grève à l'appel de la CFDT et de tous les syndicats du secteur (FEN, CGT)

Sur les campus de Caen et de Grenoble, où de violents incidents avaient éclaté en fin de semaine les heurts entre étudiants et policiers se sont poursuivis jusqu'à samedi après-midi. A Grenoble les étudiants réclamaient l'abrogation de la circulaire Bonnet sur les étudiants étrangers ; neuf per-

sonnes ont été blessées : six policiers et trois manifestants au cours des affrontements. Pendant près de trente-six heures quatre cents manifestants ont harcelé à coups de pierre et de boulons les deux cents CRS venus rétablir le calme. Dans la bagarre une voiture a été incendiée et les pompiers ont dû intervenir pour éteindre un feu qui avait été allumé au quatrième étage de la résidence universitaire Hector Berlioz.

A Caen les CRS ont dû faire face à des manifestants parfaitement organisé des « autonomes », venus de l'extérieur qui s'étaient mêlés aux étudiants : les affrontements de vendredi soir ont fait un blessé chez les CRS qui ont arrêté neuf étudiants et lycéens. Samedi le calme était revenu mais les policiers étaient toujours présents hier à proximité du campus pour en interdire l'accès.

Dans une unité retrouvée

L'UNION 28.4.80

Les étudiants de l'UNEF veulent créer une « nouvelle solidarité »

REIMS. — L'U.N.E.F. de 1980 est décidément bien éloignée de l'image qu'elle offrait d'elle au début des années 70, après la scission entre l'ex-Renouveau et l'U.N.E.F. — Unité syndicale. Le débat, qui se situait jadis sur le plan politique, a changé radicalement. Certes, les étudiants U.N.E.F. de 1980 critiquent la politique gouvernementale en matière d'Éducation et d'Université, mais ils ne veulent plus que leur congrès se transforme en une série de joutes oratoires désordonnées entre les représentants des diverses tendances de gauche. On parle avant tout d'étudier dans les meilleures conditions possibles, pour se former à un métier.

En fait, l'U.N.E.F. semble avoir éliminé sa contestation intérieure, bien que les membres de quelques sections aient tenté de souligner un certain « manque de démocratie » à l'intérieur du syndicat. Ils se sont fait huer par la grande majorité des délégués, solidaires du bureau national.

La contestation a commencé vendredi, dès l'ouverture du 66^e congrès à la Maison des Sports de Reims. Lorsque les instances dirigeantes ont proposé un vote bloqué sur la composition du bureau du congrès, ce bureau ayant été formé par le conseil d'administration.

Dans la salle, quelques-uns n'ont pas compris que chacun ne puisse se présenter, dans un esprit démocratique.

Cette contestation marginale

mise à part, les travaux se sont déroulés sans incident notable. Les trois premières journées ont été consacrées à des discussions autour du rapport du bureau national, un document de soixante-huit pages présenté par le président Didier Seban.

Dans ce rapport-fléuve, le bureau a très nettement présenté ses adhérents comme des étudiants pour qui le premier objectif est de bien étudier. « Nous voulons étudier de manière intéressante », a dit M. Seban, en participant à des cours qui rendent compte des expériences diverses, de la pluralité des recherches, des avis différents ». Mais cette qualité des études ne se conçoit pas sans moyens matériels, ce qui a donné au président l'occasion de souligner les difficultés rencontrées par les étudiants. « Quand le poids de ces difficultés est trop lourd, étudier devient une gageure, un pari impossible » a ajouté M. Seban en déclarant que les étudiants de 1980 ne correspondent pas à l'image « d'étudiants privilégiés et paresseux » largement répandue parmi la population.

Pour résumer le rapport du bureau, on peut dire que l'U.N.E.F. réclame une université mieux adaptée aux réalités estudiantines (le salariat, par exemple, qui concerne un étudiant sur deux), une université plus ouverte, et un enseignement de qualité « qui permette le débat à l'intérieur même des cours ».

Le président a aussi voulu pré-

senter l'U.N.E.F. comme une organisation où « l'on vient pour prendre sa vie en main, en dépassant les clivages politiques ». A ce sujet, il a déclaré : « Nous pouvons dire aujourd'hui — neuf ans après le congrès du Renouveau — que les étudiants ont reconstruit l'outil de leurs luttes et d'une entraide réelle malgré tous les obstacles et toutes les tentatives de division ».

Deux journées d'action pour défendre les étudiants étrangers

La « nouvelle U.N.E.F. », dont les sept cents délégués doivent jeter les bases tout au long de ces quatre jours de congrès, axera encore plus sa raison d'être autour de la solidarité et de participation, ainsi que le président Didier Seban nous l'a déclaré dans une interview (1).

La journée de samedi a été marquée par la visite de M. Claude Lamblin, maire de Reims, que les étudiants ont ovationné à son arrivée. En apportant le salut de son conseil municipal, le maire a rappelé les difficultés auxquelles les étudiants sont en but, ainsi que les résultats de la sélection sociale. Il a expliqué que le préfet ayant refusé une délibération par laquelle la ville de Reims devait rembourser la taxe d'habitation aux étudiants, le conseil municipal a dû opérer ce remboursement par le biais de bourses spéciales.

Il a par ailleurs insisté sur le

rôle plus important que les étudiants devraient avoir au niveau de la gestion des universités, et il a rappelé les difficultés particulières des étudiants étrangers. « Il n'est pas une semaine où nous ne devions intervenir pour soutenir certains d'entre eux, dont les droits sont bafoués », a-t-il ajouté.

La problématique des étudiants étrangers (certains étant renvoyés vers leur pays) préoccupe au plus haut niveau les militants de l'U.N.E.F. qui, hier, ont décidé d'appeler à « deux journées de mobilisation, d'actions et de manifestations » les 6 et 7 mai, ces deux jours devant coïncider avec les dates prévues par le syndicat de l'Enseignement supérieur (S.N.E. sup. — F.E.N.) pour une mobilisation au sujet des promotions de carrière.

Le congrès de l'U.N.E.F. s'est aussi fait l'écho des incidents survenus ces derniers jours dans les universités de Grenoble et de Caen, condamnant l'intervention de la police. « Contre les mesures racistes, contre les provocations, il faut amplifier partout le mouvement, a déclaré un responsable en expliquant que « le gouvernement utilisant les agissements de quelques provocateurs, tente d'opposer les étudiants à la population et de les détourner de leur action ».

Claude GAGNEPAIN

Lire l'union des 26 et 27 avril.

(Intervention Marc GAJER - suite)

La volonté commune d'avoir un métier, comment ne pas la comprendre quand tous les étudiants d'E.P.S. ont en l'espace de deux ans engagé des luttes d'ampleur pour la défense de leur avenir d'enseignant, hier contre la suppression des postes au CAPEPS, aujourd'hui contre la disparition des STAPS de Nice et d'Orsay ?

Où ce qui unit c'est bien cette volonté d'étudier, d'avoir un diplôme, une place dans la société. Mais nous ne sommes emprunts d'aucune naïveté, nous connaissons ces étudiants qui abandonnent, nous savons que c'est la peur du chômage, la volonté de s'en sortir à tout prix qui les poussent à s'accrocher parfois sans esprit critique, dans une voie individualiste.

Mais cette volonté peut être une force, si chacun prend conscience qu'il est plus efficace de refuser le système D, que pour l'intérêt de tous, il faut étudier ensemble.

RASSEMBLER LES ETUDIANTS

Les étudiants de 80 ont une chance c'est d'avoir l'Union Nationale des Etudiants de France. C'est d'avoir une autre perspective à leurs aspirations que le bachotage, l'abandon, c'est d'avoir une organisation qui a remporté encore plus de succès, qui a permis de faire encore plus du syndicalisme au quotidien.

C'est un grand appel à prendre sa vie en main, à décider à se syndiquer. Permettre cela, c'est changer l'UNEF, sa vie, nos pratiques quotidiennes. Et c'est cela le projet de résolution. Oui il est profondément novateur.

La démarche de ce texte c'est de partir de ce que ressentent les étudiants, ce qu'ils vivent en commun à l'Université. C'est ce qui fonde avant tout sa logique.

C'est à partir de ces aspirations des étudiants de 80 qu'il définit ce que nous pouvons réaliser ensemble à l'Université.



Avec la nouvelle solidarité étudiante, c'est une orientation résolument offensive dans le rassemblement des étudiants.

Ce que propose ce texte, c'est bien d'ouvrir largement l'UNEF à tout ce qui fait la vie étudiante. Nous voulons partir avec ce texte de ce que nous avons en commun. Ce texte s'adresse à tous sans exclusive. Voilà pourquoi il ne peut mettre de barrière au rassemblement des étudiants.

Tant dans son langage que dans les bases du rassemblement, le texte propose de bouleverser la vie syndicale. En centrant l'UNEF, son activité autour des études, il fixe le syndicat comme cadre du débat, de la vie, de l'action des étudiants.

Où quand il le faut nous surmontons ensemble les obstacles à étudier, nous cherchons ensemble les responsables.

Avec ce texte, nous, nous voulons nous doter d'une UNEF où on ne peut imposer des schémas déjà établis, où tout est en mouvement, où l'échange d'idées est la règle permanente et nécessaire.

FAIRE PARTAGER L'IDEE DE SE SYNDIQUER

C'est parce que nous sommes déjà rassemblés que nous nous prononçons contre les mesures qui sont prises par le gouvernement, toutes les mesures qui constituent des obstacles à étudier. Nous ne nous en cachons pas ni aux yeux des étudiants ni du pays, mais justement ce que nous voulons c'est partager ce débat avec des dizaines de nos camarades de TD et cela dans l'UNEF.

Ce texte c'est la réflexion de syndiqués sur ce qu'ils disent aux étudiants, sur ce qu'ils leur proposent, qu'ils veulent leur faire partager ; leur idée de se syndiquer. Il va jusqu'au bout de sa démarche en proposant de changer l'UNEF en la mettant au diapason de chacun et en donnant les moyens à tous de trouver dans le syndicat, non un moule préconçu mais la place qu'il veut se donner à l'Université.

Et je crois que forts de nos acquis, de l'image que nous avons, la force que nous représentons, cet appel est un grand cri contre la résignation, c'est un appel à tous les étudiants à ne pas se laisser faire. Le pas que le texte propose de faire franchir, nous le prenons avec toute notre conscience et nos expériences de syndiqués.

Où, ce texte débattu et amendé dans les congrès d'AGE et tout à l'heure dans le Congrès National sera l'expression des étudiants qui ont quelque chose à dire, qui veulent porter haut l'Union Nationale des Etudiants de France.



LA COMMISSION DES MANDATS COMMUNIQUE :

Seulement 672 fiches ont été dépouillées, toutes ne nous ayant pas été remises.

Le Congrès est jeune !

80 % des délégués ont moins de 22 ans,

47 % des délégués ont moins de 20 ans,

37 % des délégués sont de filles,

29 % sont des salariés.